



Deux mois après l'annonce du Plan Eau national, les États régionaux de l'eau ont donné la parole aux acteurs locaux. Face au manque d'eau, des solutions existent. La Région Sud entend promouvoir et soutenir les initiatives.

ÉTATS RÉGIONAUX DE L'EAU

POUR SORTIR de l'impasse

Sobriété, solidarité et innovation... Trois mots inlassablement répétés tout au long de la soirée. Ils étaient déjà au cœur du plan 'Or bleu' lancé par la Région Sud en mars dernier. Mercredi 7 juin, à Marseille, ils étaient aussi de toutes les interventions. Acteurs régionaux et européens concernés par la problématique et impliqués dans les solutions à trouver pour sortir de l'impasse du manque d'eau s'y étaient réunis. Deux mois après l'annonce du Plan Eau national, la Région organisait en effet ses États régionaux de l'eau, pour fédérer, faire interagir et démontrer que des solutions existent ici et là. Et quelles sont à déployer: "Nous avons un territoire où nous n'avons jamais eu d'eau en réchelle, et on a su s'adapter", rappelait Renaud Muselier pour introduire la rencontre devant un parterre d'acteurs économiques, d'entreprises, de représentants de collectivités territoriales et opérateurs de l'eau.

Pour améliorer la coordination interdépartementale
Comme l'indiquait Christophe Mirmand, le préfet de Région, l'eau figure parmi les priorités du protocole que veut mettre en œuvre le gouvernement sur la transition écologique et énergétique: "Jusqu'à l'année dernière, nous pensions être priés contre les effets de la sécheresse

dans notre région. Malgré nos réserves, nous avons pu mesurer combien l'équilibre était délicat, équilibré sur lequel nous devons pourtant construire et engager nos efforts. Et si nous avons pu tenir, c'est en partie grâce à ceux du monde agricole", saluait le préfet de Région. Pour aller plus loin et améliorer la réaction collective, sans opposer les territoires, les différents usagers, ou encore l'amount et l'aval, "un arrêté interdépartemental sera prochainement signé, pour que les étés prochains se passent dans de bonnes conditions", annonçait le représentant de l'État.

Face aux récents phénomènes de crise sèche, le dispositif de la Région s'est donné effectivement pour mission de préserver l'eau et d'anticiper les besoins. Accompagné d'une délégation d'entreprises régionales, Renaud Muselier s'est récemment rendu en Israël. Dans ce pays leader dans le traitement de l'eau, il a pu faire le tour des innovations à mettre en œuvre sur notre territoire: goutte-à-goutte haute performance pour l'irrigation agricole, production d'eau à base d'atmosphère, techniques de dépuraction de l'eau à base de lumière ultraviolette, ou encore réutilisation des eaux usées.

Déployer la Reut et produire plus
Le déplacement de Renaud Muselier s'est d'ailleurs concrétisé par la signature d'un partenariat entre la Société du canal de Provence et Mekorot, la Compagnie nationale des eaux d'Israël, pays qui utilise depuis longtemps les eaux usées traitées. Tous les jours sur cette solution, la Région Sud va également se rapprocher de la Catalogne, pour s'inspirer des moyens utilisés par la région de Barcelone qui



Le 7 juin dernier, à Marseille, André Bernard, président de la Chambre régionale d'agriculture, a insisté sur le fait que "les économies qui pourront être faites passeront par la modernisation des canaux d'irrigation et la modernisation des pratiques aux parcelles".

À noter
Avec un plan qui consacrera une enveloppe globale de 3,5 milliards d'euros, plusieurs actions seront mises en place prochainement sur le territoire régional pour préserver l'eau, avec le soutien de l'Agence de l'eau.

Équiper les lycées pour économiser

Parmi les mesures annoncées par la Région Sud, 100 % des lycées seront équipés de matériel économiques d'eau d'ici 2026. Dès l'été, un appel d'offre pour le développement d'une unité mobile de production d'eau potable allant jusqu'à 800 m³/jour sera lancé. Les collectivités seront également accompagnées sur le traitement des réseaux. Une bonne idée lorsqu'on sait qu'il y a entre 30 et 70 % de fuites sur les réseaux.



Le président de la Région Sud, Renaud Muselier, a annoncé sa volonté d'investir massivement sur l'expérimentation du traitement des eaux usées.

lui permettent, via le dessalement de l'eau de mer, d'obtenir 30 % d'eau non conventionnelle d'après son président, Pere Aragonès.

Pour le président du Conseil monétial de l'eau, Loïc Fauchon, le constat est très clair: "Il va falloir produire plus d'eau. Vous avez ici, dans cette région, les canaux et deux à trois ans de réserves en eau. Mais à l'échelle planétaire, il va falloir produire plus d'eau, renouveler et accroître les ressources. L'eau a comme adversaire le climat, mais aussi la démographie. Les Bouches-du-Rhône ont pris, par exemple, 250 000 habitants de plus en 25 ans. C'est donc quelques centaines de millions de mètres cubes d'eau supplémentaires qu'il faut apporter. Pour produire davantage, il va falloir dessaler, transférer et réutiliser les eaux usées. Si nous utilisons toutes les facettes des progrès techniques et changeons nos comportements, nous passerons les échéances", assurait Loïc Fauchon.

D'autres intervenants économiques abondaient aussi dans ce sens. Pour le président du conseil d'administration de Veolia, "cette eau usée traitée est recyclable à l'infini. En plus, elle augmente avec les besoins. Elle est trouvée là où il y a des besoins. Elle est deux fois plus chère que l'eau de rivière, mais deux fois moins chère que l'eau dessalée", expliquait Antoine Frérot. Cette eau serait donc destinée au nettoyage des espaces publics comme à l'irrigation agricole. Piste prometteuse qu'André Bernard, président de la Chambre régionale d'agriculture, saluait, en précisant que "les économies qui pourront être faites passeront par la modernisation des canaux d'irrigation et pratiques aux parcelles.

Ouverture de financements européens

Le souci d'économiser la ressource et d'optimiser les ouvrages de l'irrigation passe donc par plus de coordination et de solidarité, mais aussi par de l'innovation et le captage d'aides financières pour investir. À ce titre, la conseillère en chef de la Banque européenne d'investissement (BEI), Karen Cannentterre, expliquait que la BEI était essentielle pour le financement de grands projets: "La BEI a fait le choix d'intégrer l'eau à part entière dans sa feuille de route. La banque européenne du climat de l'Union européenne investit en France dans le secteur de l'eau 2,4 milliards d'euros de prêts chaque année, pour aider au développement et au financement des projets. Y compris ceux qui œuvrent à la sobriété". La BEI - qui travaille déjà avec la Région Sud sur la réhabilitation écologique de l'étang de Berre - l'assure: elle "soutiendra toutes les initiatives ambitieuses". De son côté, la Région - qui investira tant sur les moyens d'améliorer les économies sur les réseaux que pour moderniser les pratiques - veut clairement accélérer sur la réutilisation des eaux usées. Avec l'objectif de passer à 10 % de réutilisation, soit 50 Mm³, elle a signé un acte d'engagement avec l'Université d'Aix-Marseille, la Société du canal de Provence, Suez et Veolia pour expérimenter de nouvelles technologies. ■

Emmanuel Delarue



KAREN CANNENTTERRE

Pour Karen Cannentterre, conseillère en chef à la Banque européenne d'investissement, l'Europe est prête à soutenir les initiatives ambitieuses.